

AKTUELL

DROITS D'AUTEUR

Clash des cultures

Luc Caregari

Les Creative Commons se proposent comme alternative aux licences traditionnelles. Tout de même, chaque artiste qui désire vivre de son art devrait les éviter.

En bref : rien de neuf sur le front. La conférence organisée autour de ces licences alternatives par l'université du Luxembourg et le centre de ressources de la Rockhal avait deux intervenants : Patrick Pfeiffer, le chef de projet de Creative Commons Luxembourg et Pierre-Yves Lanneau-Saint-Léger le chef du marketing et de la communication de Jamendo, une des seules boîtes au Luxembourg entièrement basée sur les Creative Commons (CC). Mais d'abord, c'est quoi les CC, au juste ?

L'idée de base est assez simple : vous êtes créateur, de musique, de photos ou de textes, et vous désirez les partager. Au lieu de passer par une société de droits d'auteurs classique, comme la Sacem au Luxembourg, vous pouvez opter pour une licence CC. Celle-ci est adaptable selon vos besoins. Ainsi vous pouvez interdire ou non un usage commercial de votre oeuvre ou encore autoriser d'autres utilisateurs à la modifier. En somme, les CC sont une conséquence logique d'Internet, que Pfeiffer qualifie de « la plus grande photocopieuse du monde ». Internet a changé les usages en matière de copyright et l'industrie tout comme les sociétés de droits d'auteurs peinent à s'adapter à cette nouvelle donne. Dans cette faille, les CC veulent s'installer durablement. « Je veux vous convaincre », est une formule qui revient plus d'une fois dans le discours de Pfeiffer.

S'il doit convaincre, c'est qu'il y a un hic. Partager le savoir est évidemment une bonne idée et on peut être sûr que des universités vont en profiter pour éditer leurs recherches - ce que l'Université de Luxembourg a déjà fait avec deux livres. Mais qu'en est-il des documents qui ont une valeur monétaire dont une personne veut vivre ? Le problème des licences CC est bien connu : si vous les utilisez, vous donnez votre oeuvre pour être copiée gratuitement par tout le monde, donc vous ne pouvez pas gagner de l'argent avec la reproduction de votre création. De l'autre côté, vous augmentez le stock des créations disponibles gratuitement et décriminalisez Internet.

Mais un musicien, par exemple, qui veut vivre de sa musique doit-il vraiment faire confiance aux licences CC ? La réponse de Pierre-Yves Lanneau-Saint-Léger est « Oui, absolument ». Il faut dire que sa boîte, Jamendo, dont le woxx a parlé déjà plusieurs fois, tourne bien. Des millions d'utilisateurs, des centaines de milliers de chansons à télécharger gratuitement en toute légalité et un chiffre d'affaires qui explose. Le talon d'Achille est la question du fric.

Confronté à ce problème, Lanneau-Saint-Léger devient soudain évasif et pour cause : seulement 10 à 15 pour cent des artistes de Jamendo sont vraiment là pour faire de l'argent. Le reste n'y est que pour le fun. Il s'agit de musiciens du dimanche qui aiment bien publier et partager leurs compositions, mais qui ne rêvent pas vraiment de devenir des rockstars. Ce qui est bien en soi, car ces gens publieraient moins s'ils devaient passer par les sociétés de droits d'auteurs traditionnels. Mais ces derniers offrent aussi une protection juridique que les CC ne peuvent pas offrir. Comme le formule Pfeiffer : « Les CC ne vont pas vous aider si quelqu'un utilise vos oeuvres illégalement. Même s'il y a jurisprudence ». Donc, ces licences sont dangereuses pour les créateurs qui comptent tirer du profit de leur art. Car faire de l'argent avec des CC, c'est possible comme le démontre Jamendo, qui vit essentiellement de la publicité sur son site.

Mais ce ne sera que la boîte elle-même qui s'enrichira, tandis que les musiciens perdent beaucoup d'argent qui leur serait revenu avec un copyright. Dans ce cas, le fait que la Sacem a été durement critiquée lors de la conférence apparaît sous une nouvelle lumière : la Sacem pourrait certes être plus ouverte aux nouvelles pratiques médiatiques, mais d'autre part elle est la seule concurrence de Jamendo qui n'hésite pas à jeter de la poudre aux yeux des musiciens pour qu'ils entrent dans leur système. Ce qui revient à profiter d'un marché du disque en déclin, avec les mauvais moyens, puisque après tout, Jamendo ne fait pas oeuvre de bienfaisance. En fin de compte, les CC doivent s'émanciper de leur image du tout gratuit et essayer de nouvelles formules, sinon les fronts vont se durcir encore plus. Et ils feront partie du problème et non pas de la solution.

SHORT NEWS

Jäger schießen scharf

Ist die Jägerschaft nervös? Befürchtet sie, eine Abstimmung über das Gesetzesprojekt zur Jagd nicht mehr verhindern zu können? Ungewöhnlich scharf ausgefallen ist jedenfalls ihre Reaktion auf die - zurückhaltend formulierten - Forderungen von Mouvement écologique und Natur- a Vulleschutzliga, das neue Jagdgesetz endlich zu verbessern und dann zu verabschieden (woxx 990). „Überflüssig“, „Frechheit“, „Populismus“, so wird der Präsident der Jägerföderation Jos Bourg in einem Journal-Artikel zitiert. Abgesehen vom Ton, sind ein paar Kritikpunkte durchaus nachvollziehbar: Wie die Forderung nach einer Regulation des Wildbestandes mit Jagdverboten auf einzelnen Parzellen und einer Infragestellung der Treibjagden vereinbar sei, fragt Bourg. Darüber hinaus gleicht sein Plaidoyer einem Schrotschuss, bei dem vieles daneben geht: Reh- und Rotwild dichte seien „allgemein in Ordnung“ und die Abschüsse bereits jetzt „sehr streng geregelt“. Natürlich bricht Bourg auch eine Lanze für die Fuchsbejagung - diese sei ebenso im Sinne des Artenschutzes wie die von den NGOs geforderte Jagd auf Wildschweine, um die bodengebundenen Tierarten zu schützen. Schließlich lädt der Präsident der Jägerföderation die NGO-Leute ein, sich einer Jägerausbildung zu unterziehen - so als ob diese vom Thema keine Ahnung hätten. Er erhoffe sich davon, so Bourg, eine „Entspannung zwischen den Beteiligten“. Vielleicht würde es auch helfen, wenn die Jägerschaft nicht bei jeder Kritik gleich zur verbalen Pumpgun greifen würde ...

La justice se mure

La justice ne fait pas de cadeau. C'est en tout cas ce que l'on peut déduire de la réponse du ministre de la Justice Luc Frieden (CSV) à une question parlementaire du député indépendant Aly Jaerling concernant l'affaire Guy Peiffer, condamné à la réclusion à perpétuité dans une affaire de meurtre. Les deux avocats de Peiffer avaient demandé au parquet la communication du dossier de leur client qui clame son innocence depuis 18 ans (voir woxx 985). Suite au refus obstiné des autorités judiciaires, les maîtres Thierry Lévy et Roby Schons s'étaient plaint de l'attitude de ces premières dans un courrier adressé à la presse. Voulant connaître les raisons de ce refus, Jaerling s'est donc adressé à Frieden, qui argue qu'aucun texte de loi n'oblige les autorités à communiquer un dossier une fois la condamnation effective, sauf en cas de fait nouveau, ce qui pourrait ouvrir une révision du procès. Contacté par le woxx, Roby Schons se dit choqué de la réponse ministérielle. Si rien n'oblige les autorités à communiquer le dossier, rien ne les en empêcherait. En outre, Schons estime que cette obstination est contraire au principe de l'égalité des armes entre l'accusation et la défense. En tout cas, les avocats de Peiffer refusent d'en rester là et envisagent de nouvelles démarches.

Erziehungsministerium und Girls'-Boys'-Day

„Die Frage nach dem späteren Berufswunsch, ist für viele Jugendliche mit enormen Druck verbunden“, so Christa Brömmel vom Cid-femmes zum Startschuss des diesjährigen Girls-Day-Boys-Day, der am 30. April stattfindet. Zwei Studien der Uni Luxemburg zeigen: Der Girls-Day-Boys-Day gilt bei den Teilnehmern als wichtige Berufsorientierung. An diese positive Auswertung, knüpft der Cid-femmes, der jedes Jahr aufs Neue den Aktionstag koordiniert, einige Forderungen: Noch immer fehle es an der entsprechenden Sensibilisierungs- und Nacharbeit an den Schulen. „Wenn die Schulen ihren Informationsauftrag nicht umsetzen, dann bleiben wir bei fünf Prozent SchülerInnen, die in den Genuss dieser Berufserfahrung kommen“, so Brömmel. Wichtig wäre es, wenn über diesen Aktionstag hinaus, die Schulen mehr Kurzzeitpraktika einführen würden. „Für mich ist der Girls-Day-Boys-Day nachhaltiger als erwartet“, so die Chancengleichheitsministerin Marie-Josée Jacobs, die versprach sich ungeachtet des Wahlausganges für die Zukunft des Projektes einzusetzen. Erstaunlich ist, dass der Aktionstag, der einige Jahre vom Fonds Social Européen getragen wurde, seit Anfang des Jahres vor allem vom nicht gerade überreichen Chancengleichheitsministerium finanziert wird - statt unter den Fittichen des Erziehungsministeriums zu stehen.